

L'attaque sera lâche, l'opposition sera sournoise, le prétexte sera spécieux ; mais, toujours, il faudra que le ministre des travaux publics cherche à isoler les hommes trop forts pour lui, à diviser leurs amis, à ruiner leur prestige.

Entré sans famille politique dans le parti libéral, au moment où la politique était son seul gagne-pain, où ceux qu'il avait trahis menaçaient de se venger, comment aurait-il pu arriver à régner s'il ne s'était faufilé modestement pour diviser et mener ceux qui le dépassaient de la tête et des épaules.

La reconnaissance, nous le savons, n'est pas le fort des partis politiques ; mais, au moins, ils doivent avoir l'esprit de conservation.

Depuis des mois les organes de M. Tarte ne cessent de porter les accusations les plus hypocrites contre des libéraux éminents, députés, échevins et employés ; ils ne cessent de contrecarrer les projets qui ne sont pas ceux de M. Tarte. Les plus lâches insinuations leur sont, armes légitimes ; les plus insignifiantes irrégularités sont transformées en montagne.

N'est-ce pas le moyen le plus sûr de ruiner le parti ?

Qu'arrivera-t-il si on laisse tout détruire par cet homme néfaste ?

Croit-on qu'après avoir tout accaparer, M. Tarte sera de taille à tout soutenir ?

Qu'on en juge par son passé. Après avoir mis la désorganisation partout, il fuira ; il rira sur les ruines du parti libéral aussi bien que sur celles du parti conservateur.

Il n'en sera pas mieux ; mais que voulez-vous ? L'homme suit son instinct. Il a la passion de l'ingratitude ; la manie de briser ce qu'il adorait hier.

Les libéraux n'ont qu'à bien se tenir.

VIEUX-ROUGE.

A la Cour du Recorder

Parmi les nombreux "scandales" que la grande presse est obligée de découvrir, puisqu'il n'y a plus de tragédie de Rawdon ou de St-Canut, se trouvent certaines irrégularités dans la comptabilité de la cour du recorder.

Nous avouons que les faits que l'on a porté à notre connaissance jusqu'ici ne nous paraissent pas bien graves.

Il s'agirait tout simplement de remises d'amendes ou de délais accordés dans les cas où la perception était difficile.

Il me semble, si c'est là tout ce qu'on peut prouver, qu'on n'aura pas établi que les employés de la Cour aient agi autrement que n'importe quel créancier intelligent.

Ils sont rares aujourd'hui les créanciers qui font emprisonner leurs débiteurs lorsqu'il n'y a pas volonté évidente de ne pas payer ; la plupart préfèrent prendre des acomptes, accorder du temps plutôt que plaider et faire des déboursés.

Or, un pauvre diable est trouvé coupable d'un délit ; il est dans l'impossibilité de payer l'amende exigée par la loi ; est-ce qu'il faut qu'immédiatement la cité le mette en prison et s'impose la dépense de l'y maintenir. Et si c'est un cas plus grave, si l'on a raison de croire que le condamné va quitter la ville pour se soustraire à l'amende, n'y a-t-il pas avantage à être débarrassé d'un mauvais sujet.

Certes, il faut réprimer le crime ; mais, dans bien des cas d'infractions aux règlements municipaux, la ville n'a aucun intérêt à emplir les prisons d'individus qui, après tout, ne constituent pas un grand danger. Nous doutons fort qu'il soit sage d'enlever toute discrétion aux employés.